

ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES DE LA RECHERCHE SUR LES MASSACRES : LE CAS DE LA GUERRE CIVILE GRECQUE

Stathis N. Kalyvas

De Boeck Supérieur | « [Revue internationale de politique comparée](#) »

2001/1 Vol. 8 | pages 23 à 42

ISSN 1370-0731

ISBN 2-8041-3680-9

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2001-1-page-23.htm>

Pour citer cet article :

Stathis N. Kalyvas, « Aspects méthodologiques de la recherche sur les massacres : le cas de la guerre civile Grecque », *Revue internationale de politique comparée* 2001/1 (Vol. 8), p. 23-42.
DOI 10.3917/ripc.081.0023

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES DE LA RECHERCHE SUR LES MASSACRES : LE CAS DE LA GUERRE CIVILE GRECQUE

Stathis N. KALYVAS

La violence des guerres civiles – la principale forme de violence politique de masse – n’a pas encore été l’objet d’une analyse systématique. L’auteur étudie un aspect particulier de cette violence, les massacres, à partir de données recueillies lors d’une recherche récente sur la Guerre Civile grecque. Il propose trois suggestions méthodologiques pour l’étude des massacres : d’abord de ne pas l’isoler des autres formes de violence, ensuite de ne pas la décontextualiser mais de la situer précisément dans la séquence des événements à laquelle elle appartient et, enfin, elle doit être soutenue par des recherches empiriques et théoriques.

La violence perpétrée lors des guerres civiles, une des formes majeures de “*violence politique*” de masse, est couramment étudiée à travers un ensemble de références insistant sur l’aléatoire et l’irrationnel, dans un contexte défini par des identités qui sont surtout primordiales. L’incrédulité est l’instrument rhétorique le plus usité pour motiver les études sur la violence : “*Comment est-ce possible qu’il y ait eu tant de morts, de cruauté ?*” se demande Juliá¹ à propos de la guerre civile espagnole dans le chapitre introductif d’un récent ouvrage collectif. Les organismes humanitaires, premiers à rendre compte lors de guerres civiles, utilisent communément un discours descriptif de “*victimisation*” et un discours normatif de condamnation, plutôt qu’un langage (ou, tout au moins, une stratégie de recherche) explicatif. La condamnation ne constitue pas une explication (voire une compréhension), mais elle mène en outre, de manière insidieuse, à des explications erronées. Les références constantes aux instincts

1. JULIA DIAZ S (ed.), *Victimas de la guerra civil*, Temas de Hoy, Madrid, 1999, pp 11-54.

généocidaires, aux anciennes haines ethniques, au tribalisme, au “mal” ou encore à la folie, et la description de la violence dans toute son horreur, fleurant parfois le voyeurisme pur, sont les plus récentes manifestations d’une longue pratique qui a substitué craintes, conjectures et platitude morale à une analyse théorique et empirique méticuleuse. En bref, malgré certains efforts récents, l’observation faite par Hannah Arendt il y a 30 ans reste une description valide de notre état de connaissance sur la violence dans la guerre civile : *“On ne peut s’engager dans une réflexion sur l’histoire et la politique sans prendre conscience du rôle primordial joué par la violence dans les relations humaines ; c’est alors un étonnement que la violence n’ait été que très rarement étudiée en tant que telle”*².

Le seul remède, je pense, consiste à prendre la peine de réaliser des recherches empiriques systématiques sur la violence “en tant que telle”. Cependant, il est extrêmement difficile d’entreprendre de telles recherches. De plus, la violence, en tant qu’objet d’étude, souffre d’un manque d’autonomie conceptuelle. Elle est en règle générale intégrée dans des études de phénomènes plus larges : les révolutions ou les guerres. Cependant, les études sur les révolutions et les guerres, si elles reconnaissent le rôle central de la violence, ne se concentrent jamais sur cette dernière, à moins que leur objectif soit simplement polémique. En effet, la violence a souvent été un sujet de prédilection des débats sur la cruauté comparée. *“La violence et la terreur sont, sans doute, le thème polémique par excellence dans l’étude des guerres civiles, puisque l’on peut inférer de leurs résultats l’éternel problème manichéen du bien et du mal”*, souligne l’historien espagnol Alberto Reig Tapia : *“Bien qu’il soit reconnu que tous ceux qui tuent sont les ‘méchants’, si l’on démontre qu’un camp a tué plus que l’autre, la conclusion est alors simple : ce camp était pire que l’autre”*³.

Les massacres constituent un aspect spectaculaire et troublant de la violence des révolutions, des guerres civiles et de la terreur étatique. Mais pourquoi se concentrer sur les massacres ? Leur caractère de masse et de violence extrême, ainsi que leur nature énigmatique et apparemment irrationnelle expliquent la grande attention que leur accordent les médias, les organisations humanitaires et certains chercheurs.

Cependant il convient de nuancer. Premièrement, les massacres, même s’ils constituent une forme de violence spectaculaire, ne représentent

2. ARENDT H., *On violence*. Harcourt, Brace and World, New York, 1970, p. 8.

3. Voir REIG TAPIA, *Violencia y Terror*. Los Berrocales del Jarama : Akal Universitaria, 1990, p. 11.

souvent qu'une faible partie des victimes d'une guerre civile. En Algérie, par exemple, les massacres de 1997 n'ont probablement pas coûté la vie à plus de 3.000 personnes sur un total de 80 à 100.000 victimes⁴. Ma propre analyse quantitative de la violence lors de la Guerre Civile grecque, une guerre riche en massacres, révèle que malgré cela, les massacres même massifs ne représentent pas la partie majeure de la violence. Deuxièmement, les massacres ne surviennent pas de manière isolée : ils sont liés à d'autres formes de violence, beaucoup moins spectaculaires, qui les précèdent ou les suivent. Les massacres ne devraient, en règle générale, pas être étudiés isolément des autres formes de violence au sein de la même guerre, pour éviter des biais évidents. Malheureusement, ce n'est pas souvent le cas. Finalement, les massacres sont souvent uniquement liés à des problématiques plus vastes, comme l'idéologie des combattants, tout en étant déconnectés de leur contexte spatio-temporel.

Dans cet article, je me limite aux massacres plutôt qu'au phénomène plus général de la violence dans les guerres civiles. J'utilise des données que j'ai collectées lors d'une étude régionale approfondie de la Guerre Civile grecque (1943-1949) pour examiner la nature et le rôle des massacres dans la guerre civile. Cette étude fait partie d'un projet de recherches comparatives sur la violence dans les guerres civiles, visant à une meilleure compréhension de celle-ci en modélisant sa dynamique⁵. Je commence par quelques considérations méthodologiques pour ensuite introduire le cas grec en illustration des divers aspects de la logique des massacres.

Les massacres : une définition de travail

Qu'est-ce qu'un massacre ? C'est un terme ambigu, souvent basé sur des critères quantitatifs arbitraires, mal-définis et impliquant des considérations normatives⁶. Dans cet article j'utilise la définition de travail

4. Voir KALYVAS S., "Wanton and Senseless ? The logic of Massacres in Algeria", *Rationality and Society*, August 1999, 11 :3, pp 243-285.

5. KALYVAS S., *The Logic of Violence in Civil War*, Université de Chicago, en preparation.

6. Comme Crozier le soulignait avec justesse il y a plus de quarante ans : « la violence des forts peut s'exprimer avec de grandes explosions ou des bombes au napalm. Ces armes ne sont pas moins discriminantes qu'une grenade à main jetée d'un toit ; en effet elles feront plus de victimes innocentes. Pourtant elles soulèvent moins d'indignation de la part des occidentaux », CROZIER B., *The Rebels : A Study of Postwar Insurrections*, Beaton Press, Boston, 1960, p. 158. En effet, nous avons tendance à penser (et à condamner) les massacres, tels que ceux de villageois par des hommes armés. Cependant, nous tendons à ne pas disqualifier (et ainsi ignorer) les bombardements de village beaucoup plus meurtriers. Par exemple, aux États-Unis il y eut une forte indignation (mais une sanction légère) à propos du massacre de My Lai au Sud Vietnam qui a coûté la vie à environ 500 villageois

suivante du massacre : un *événement* impliquant une violence *planifiée*, sur une *grande échelle*, et qui cible, en *contact direct*, des groupes de *civils spécifiques*.

Événement

Souvent le terme massacre est utilisé pour décrire un ensemble d'événements de grande ampleur incluant plusieurs formes de violence y compris des massacres. Par exemple, un génocide peut être décrit comme un massacre. Au contraire, je définis le massacre comme un événement déterminé qui prend place de manière précise dans le temps et dans l'espace, plutôt qu'une chaîne d'événements.

Planifié

Dans l'art de la guerre médiévale, les massacres de civils suivaient typiquement la chute des villes assiégées ; ils faisaient partie d'un processus de conquête et de pillage et, ils n'étaient pas planifiés en tant que tels⁷. En revanche, les massacres de l'ère moderne sont souvent minutieusement planifiés et obéissent à une logique qui se différencie de la bataille. Pourquoi, comment, et à quelle fin restent cependant des questions ouvertes qui doivent être étudiées empiriquement et de façon systématique.

Grande échelle

Les massacres sont perçus intuitivement comme des événements de grande échelle. Mais quel est le seuil pour qu'une action violente soit qualifiée de massacre ? Le meurtre de dix personnes est-il un massacre ? Doivent-elles être tuées simultanément ? Définir un seuil n'est pas simple, le contexte a toute son importance. Cependant, pour simplifier, je pose ici un seuil arbitraire de dix victimes tuées simultanément. Mais il s'agit évidemment d'une question nécessitant plus de réflexion.

tués par des soldats américains ; pourtant il n'y a eu que peu de références aux tirs d'artillerie volontairement aveugles qui coûtèrent la vie à au moins 25.000 personnes par an.

7. Tout au moins dans la plupart des cas. Il apparaît que le chef mongol Tamerlan utilisait les massacres à des fins stratégiques, ce qui lui offrait la reddition des villes sans mener de bataille.

Contact direct

Les massacres sont souvent considérés comme des événements impliquant un contact où les assassins sont directement confrontés à leurs victimes, ce qui les oppose aux actes de tueries impersonnels tels que la plus grande partie des actes terroristes et les bombardements (au sol ou aériens). Il s'agit ici davantage d'une distinction empirique que normative. Alors que les bombardements massifs de civils et les explosions de bombes dans des centres urbains entraînent des massacres qui ne sont pas moins horribles que les massacres de contact direct (du moins pas en terme de nombre), ces derniers sont particulièrement effrayants et ont tendance à apparaître irrationnels.

Violence

Dans un souci de simplicité, la violence est réduite à sa forme la plus basique : le meurtre. Je ne traiterai pas ici des autres formes de violence, telles que les diverses formes de persécution, le kidnapping et le rapt, les détentions secrètes et arbitraires, les procès inéquitables, les tortures, les mauvais traitements, les viols et les menaces de mort. En effet, la violence dans les massacres tend à être associée en grande partie au meurtre.

Civils

Les soldats capturés forment le groupe le plus souvent touché par les massacres survenant lors des batailles ou autres actions militaires. Cependant, ici je me concentre sur les civils, car les massacres perpétrés à leur encontre sont ceux auxquels on porte le plus d'attention et qui apparaissent les plus aberrants. Cette distinction n'est pas aussi simple qu'il y paraît au premier abord. La question de savoir qui est civil – et qui ne l'est pas – est particulièrement compliquée dans un contexte de guerre civile. Un combattant à temps partiel est-il un civil ? Une femme transportant des bombes est-elle une civile ? Des villageois prévenant les rebelles de l'arrivée des soldats sont-ils des civils ? C'est évidemment une question très complexe ayant, en substance, des implications légales et normatives. Ici, je considère comme civils des personnes qui ne sont pas, à temps plein, des membres d'une armée, qu'elle soit régulière ou irrégulière, en incluant les milices, les groupes paramilitaires, etc... Bien que cette définition soit difficile à rendre opératoire, elle permet un niveau raisonnable de distinction.

Groupe spécifique

La violence peut concerner de larges groupes d'individus tout en visant des personnes particulières, individu par individu. La méthode des disparitions, par exemple, est typique de la violence d'état et touche des milliers de personnes, mais elle est mise en œuvre de manière individuelle. Les massacres, en revanche, visent des groupes. Remarquons que les massacres ne sont pas nécessairement aveugles, comme on le suppose souvent : ils peuvent être (et sont généralement) sélectifs, en ce sens que les populations visées sont sélectionnées préalablement au massacre⁸.

Finalement il faut souligner que les massacres qui se déroulent dans un contexte de troubles ethniques ou de pogroms remplissent toutes les conditions précitées. Mon centre d'intérêt, dans cet article, porte sur les massacres qui se déroulent dans un contexte de guerres civiles. De nouveau cette distinction est empirique et non normative. La guerre constitue un environnement qui structure la violence de manière différente que la paix (même si la paix est violente), et cela se reflète également dans les formes et la nature des massacres⁹.

Un exemple de massacre qui correspond à cette définition de travail vient de la *Violencia*, la guerre civile colombienne (fin des années 40, début des années 50). Le 15 février 1953, entre 8 et 9 heures du matin, un détachement de la police nationale, contrôlée par les conservateurs, a bloqué les chemins menant au village de Villarica, dans le département de Tolima et a ordonné à tous les habitants de se réunir sur la place du village. Après une vérification minutieuse des cartes de parti, les conservateurs furent séparés des libéraux. Ensuite, quelques 140 libéraux, hommes et adolescents, furent emmenés hors de la ville pour y être mitraillés¹⁰. Cette violence était un événement clairement planifié, de grande envergure et se caractérisait par un contact direct avec un groupe spécifique de civils.

8. Ce qui semble avoir été le cas dans la plupart des massacres de 1997 en Algérie, voir KALYVAS S., op. cit., 1999.

9. VARSHNEY A., *Ethnic Conflict and Civil Society : India and Beyond*, Yale University Press, à paraître, 2001.

10. HENDERSON J. D., *When Colombia Bled : A History of the Violence in Tolima*, The University of Alabama Press, 1985, p. 152.

Comment étudier la violence ? Considérations méthodologiques

La violence est un sujet qui attise les passions : même les chercheurs prennent souvent parti. Pourtant, nous devons étudier la violence de manière non-passionnée, non-moralisante et non-manichéenne : non-passionnée car le langage de condamnation morale détruit l'ambiguïté et la complexité du phénomène étudié ; non-moralisante car les jugements moraux doivent suivre une analyse et une recherche prudentes plutôt que les précéder¹¹ ; et non-manichéenne car la violence dans les guerres civiles (par opposition aux génocides et à la terreur d'état) est un phénomène bi-latéral, exercé par deux parties en conflit. Bien que l'apport de chaque partie à la violence d'ensemble puisse varier, la logique de la violence reste identique : établir le monopole local ou national de la coercition légitime, c'est en fin de compte l'objectif des organisations combattantes.

L'acte de violence (le massacre dans ce cas) n'est souvent que le sommet de l'iceberg. Nous devons aller par-delà notre étonnement et notre surprise et examiner ses fondations dans toute leur ambiguïté et leur complexité. Les massacres sont souvent liés aux événements les précédant, violents ou non-violents, pour lesquels une investigation est nécessaire si nous voulons comprendre comment un massacre, événement spécifique dans le temps et dans l'espace, survient. L'anthropologue social Jacob Black-Michaud a critiqué les récits occidentaux des vendettas dans les Balkans qui mettent l'accent sur leurs *“aspects paraissant les plus irrationnels et injustifiés aux yeux de la classe moyenne supérieure ouest-européenne. De tels récits peignent une suite de soubresauts de violence sporadique qui ne seraient que le reflet d'une société sans loi. Aucun effort n'est fait pour lier ces différents épisodes les uns aux autres. Chaque cas est traité de manière isolée dans le temps et dans l'espace. Ces auteurs ne tentent pas non plus d'expliquer la disproportion qui caractérise à première vue la relation de cause à effet”*¹². Cette remarque vaut pour nombre de rapports effectués par les médias et les organisations de protection des droits de l'Homme qui ignorent à la fois la séquence des faits et leur contexte.

La mise en contexte de la violence implique une sophistication et un détachement qui font actuellement défaut. Notre cadre d'interprétation dominant, fait d'indignation morale et de *“victimo-centrisme”*, conduit

11. TODOROV T., *A French Tragedy : Scenes of Civil War, Summer 1944*. University Press of New England, Hanover, NH, 1996.

12. BLACK-MICHAUD J., *Cohesive Force : Feud in the Mediterranean and the Middle East*, St Martin Press, New York, 1975, p. 347.

irréremédiablement à de fausses pistes. Nous devons au contraire comprendre que, de la même façon que la violence est une manifestation d'interactions politiques et sociales complexes, la victimisation n'épuise pas l'éventail d'expériences humaines que peuvent connaître les victimes. Les victimes d'aujourd'hui peuvent être les bourreaux d'hier (ou de demain), tout comme les civils de ce jour peuvent être en réalité les combattants de la veille. Reconnaître l'ambiguïté de la réalité des guerres civiles n'est pas un relativisme moral. Le jugement moral doit s'accompagner d'une connaissance rigoureuse des faits, et cette compréhension (de la violence comme de tous les autres sujets que nous étudions) exige que les jugements moraux soient mis de côté jusqu'à une recherche minutieuse et nuancée établisse les faits de base. Cette démarche est difficile mais nécessaire.

J'espère que ces points clarifient ce que je considère comme les préconditions nécessaires à l'étude de la violence par une recherche qui soit *théoriquement informée, complète et systématique*. Les considérations anecdotiques, les historiettes isolées n'ont pas leur place ici. Étant donnée la difficulté à mener une telle recherche, ceci est le principal défi empirique rencontré lors de l'étude de la violence. Je pense qu'il n'y a pas de raccourci. Comme je l'ai découvert lors de mes recherches en Grèce, cette exigence, bien que difficile, est possible.

Les massacres et la Guerre Civile grecque

La Guerre Civile grecque s'est déroulée en trois phases. La première a eu lieu lors de l'occupation du pays par les forces militaires de l'Axe entre 1941 et 1944. Durant cette occupation, un mouvement (E.A.M ou Front National de Libération – FNL) contrôlé par le Parti Communiste Grec, émergea et dirigea la résistance grâce à sa supériorité organisationnelle et à l'élimination des plus petites factions nationalistes rivales. Plusieurs de ces factions se sont regroupées dans une structure auxiliaire mise en place par les Allemands et le gouvernement collaborateur d'Athènes, appelée Bataillons de Sécurité (B.S.). La guerre civile, sous l'occupation, opposa principalement le FNL (et son armée, l'Armée de Libération Nationale Populaire, ELAS) et les Bataillons de Sécurité (ainsi que d'autres formations utilisant des noms différents). Fin 1944, le pays entier, à l'exception d'Athènes, était sous le contrôle du FNL. La deuxième étape commença immédiatement après la libération de la Grèce, en automne 1944. Le refus du FNL de démobiliser ses troupes sous les conditions demandées mena à une sanglante bataille à Athènes (en décembre 1944), qui opposa

l'armée britannique ainsi que de nombreux groupes nationalistes, parmi lesquels d'anciens collaborateurs, au FNL. Le FNL subit une lourde défaite et accepta de démobiliser ses troupes et de rendre les armes. Suivant l'accord de Varkiza conclu en février 1945, les membres du FNL furent durement persécutés par l'État et par des groupes armés irréguliers d'extrême droite. En 1946, après avoir refusé de participer aux élections parlementaires, le parti communiste débuta une nouvelle campagne militaire et forma de nouveaux groupes de guérilla en se basant sur l'infrastructure de l'Armée de Libération Nationale Populaire. Il utilisa des dépôts d'armes qui n'étaient pas connus du gouvernement, contrevenant aux accords de Varkiza. Ces groupes se sont finalement réunis dans "l'Armée démocratique". Cette dernière se développa particulièrement dans le Nord de la Grèce, où elle tira avantage de la présence des gouvernements amis albanais et yougoslave aux frontières du pays. Le conflit dégénéra vite en une guerre civile totale et se termina par la défaite des communistes en 1949. Cette dernière période est souvent considérée comme "la Guerre Civile grecque". Ici, le terme Guerre Civile grecque s'appliquera à l'intégralité de la période comprise entre 1943 et 1949.

À ce jour, aucune étude quantitative complète n'existe sur la violence pendant la guerre civile. On doit se fier aux considérations anecdotiques, aux souvenirs, et aux histoires locales. Évidemment ces sources sont souvent biaisées. Par conséquent, une étude systématique de la violence requiert une approche empirique. C'est ce que j'ai entrepris en réalisant une étude d'ensemble de la violence dans la guerre civile dans une région particulière comme première étape d'un projet comparatif plus vaste. Mon objectif a été de collecter des informations sur *tous* les meurtres qui se sont déroulés dans cette région durant la Guerre Civile : comment et où ont-ils été perpétrés, qui en étaient les auteurs et qui les victimes, la façon dont ils se sont déroulés, et ainsi de suite.

Pour des raisons pratiques (principalement liées à la disponibilité des archives locales), j'ai choisi le département de l'Argolide dans le Nord du Péloponnèse, une région abritant une population rurale de 40.000 âmes en 1940¹³. Entre 1997 et 1999, j'ai réalisé 10 mois de travail de terrain, combinant interviews et recherches dans les archives. J'ai interrogé près de 200 hommes et femmes et consulté les archives judiciaires locales ainsi que des autobiographies et des histoires locales publiées et non publiées. Jusqu'à présent, j'ai pu documenter près de 90 pour cent des

13. Plus spécifiquement, l'étude a porté sur les deux (sur trois) principaux comtés du département.

homicides que j'avais répertoriés, en utilisant *à la fois* les sources orales et les sources écrites.

Le choix du département a également été dicté par une autre raison : le sud de la Grèce est ethniquement, religieusement et même socialement homogène : la grande majorité des habitants parlent le grec¹⁴, sont des fermiers grecs orthodoxes, travaillant dans leur propre (petite) exploitation agricole familiale. Dans la plaine d'Argos, en 1940, il y avait 5.090 fermes pour 5.360 familles. Le nombre des familles ne possédant pas de terres dans la plaine était inférieur à 5 pour cent. Malgré cette homogénéité, la région a connu une violence extrêmement élevée. Comprendre comment une telle violence s'est produite dans un environnement où les causes qui lui sont généralement associées sont absentes doit nous aider à mieux saisir ces phénomènes de violence.

Dans l'Argolide, la Guerre Civile a été particulièrement intense dans la première période de la guerre, c'est-à-dire durant la période d'occupation. Sans entrer dans le détail, 700 civils ont été tués sur une seule année (1943-1944), soit à peu près 2 pour cent de la population rurale¹⁵ ! À peu près 55 pour cent des victimes ont été tuées par le FLN et 45 pour cent par les Allemands et les collaborateurs. Moins de 50 personnes ont été tuées les années suivantes (1944-1949) ce qui reflète le fait que la guerre de 1946-1949 s'est principalement déroulée dans le Nord de la Grèce où la violence prit des proportions similaires.

Les massacres en Argolide, comme définis dans cet article, ont eu lieu uniquement entre 1943 et 1944. Dans cet article je décrirai quatre des massacres les plus importants. D'une part, l'armée d'occupation allemande et les Bataillons de Sécurité ont tué approximativement 90 civils durant une opération dite de "nettoyage" dans des villages situés à l'Est d'Argos (particulièrement dans les villages de Limnes et de Gerbesi), dans les derniers jours de mai 1944 (la majorité des victimes ont été tuées en un jour, le 21 mai 1944). La région était qualifiée de zone de "tir libre" et les habitants avaient reçu l'ordre de rester dans leurs villages. La plupart des

14. En réalité, l'homogénéité ethnique cache une importante division culturelle. Près de la moitié des habitants du département est composée d'*Arvanites*, population d'origine Albanaise parlant à la fois le grec et l'albanais. Cependant, jusqu'à ce jour, les *Arvanites* avaient fait preuve d'une identité grecque très forte. En effet, durant la guerre civile, les divisions entre les *Arvanites* et non-*Arvanites* n'ont pas été politisées. Un *Arvanite* était aussi susceptible de devenir communiste ou non-communiste que le reste de la population du département.

15. Ce nombre fait référence aux populations rurales des deux comtés d'Argos que j'ai étudiés de manière exhaustive. À peu près 50 personnes ont été tuées dans les deux villes de la province et 200 de plus dans le troisième comté d'Argos.

villageois, ignorant les directives, par peur ou contraints par les partisans, quittèrent leur village. La plupart d'entre eux furent capturés dans la campagne et exécutés sur-le-champ.

Le FNL est responsable, entre autres, d'un massacre majeur et de nombreux massacres mineurs. Le plus important a coûté la vie à 88 habitants du village de Chéli, dans les derniers jours de juillet 1944 (les villageois ont été arrêtés le 29 juillet et tués quelques jours plus tard, la date exacte n'étant pas connue). Des massacres d'importance moindre (à peu près 25 personnes) ont eu lieu à d'autres endroits, dans les villages de Gerbesi et de Limnes à la mi-août 1944 (15 et 19 août, respectivement¹⁶). Le tableau 1 résume ces informations. Il est bon de souligner que 50 ans après ces massacres, la plupart d'entre eux ne sont toujours pas répertoriés dans l'historiographie de l'occupation de la Guerre Civile grecque¹⁷. Les traces doivent être trouvées dans les archives, les cimetières et, évidemment, dans la mémoire des survivants plutôt que dans les livres d'histoire sur la période de l'occupation et de la résistance. En fait, et jusqu'à ce jour, la gauche grecque refuse de reconnaître (ou essaie de minimiser) la violence dont elle a été responsable durant la Guerre Civile.

Tableau 1 : les massacres d'Argos, 1944

<i>Lieu</i>	<i>Auteurs du massacre</i>	<i>Date</i>	<i>Nombre de victimes</i>
Limnes	Allemands/Bataillons de sécurité	21 mai 1944	90
Chéli	Front de Libération Nationale	29 juillet 1944	88
Gerbesi	Front de Libération Nationale	15 août 1944	23
Limnes	Front de Libération Nationale	19 août 1944	25

Il est important de souligner que la totalité des massacres dans la région représente moins de 50 pour cent du total des meurtres de civils commis en Argolide en 1943-1944. La plupart des victimes ont été tuées de manière individuelle : ils ont été arrêtés ou kidnappés, "interrogés", expédiés dans des camps de concentration et exécutés sur place (le principal

16. Le nombre de victimes est provisoire étant donné que l'analyse est en cours.

17. Sur les massacres décrits dans cet article, je n'ai trouvé que quelques références au massacre commis par les allemands, et une référence biaisée sur le massacre de Chéli dans un livre d'histoire locale. Il n'y a rien sur les massacres en dehors des archives du tribunal.

camp allemand de la région se trouvait dans la ville de Corinthe ; le principal camp du FNL se trouvait au monastère de Saint Georges, dans les montagnes de la province de Corinthe).

Dans la section suivante je vais utiliser les indices que j'ai récoltés sur les massacres pour répondre à quatre questions : Qui tue ? Qui sont les tueurs ? Quelles sont les motivations des tueurs ? Quelle est la place des massacres dans la stratégie des acteurs politiques ?

Qui tue ?

Cette question peut se poser à différents niveaux : (a) *dans le cas du FNL* : des équipes spécialisées de tueurs ; les massacres de Chéli, Gerbesi et Limnes ont été perpétrés par des membres de l'escadron de la mort du FNL, qui était connu sous l'acronyme OPLA (Organisation pour la Protection des combattants du Peuple, l'acronyme signifie également "*armes*" en grec). D'habitude, ces groupes n'excédaient pas 10 hommes (je n'ai pas trouvé d'indice sur la présence de femmes dans ces groupes) ; (b) *dans le cas des allemands et des membres des bataillons de sécurité* : des soldats réguliers et des volontaires qui étaient impliqués dans les opérations de nettoyage. Les soldats qui avaient reçu l'ordre de tirer pour tuer dans les zones dites de "*tir libre*" semblent avoir fait preuve d'un zèle excessif dans leur travail. L'environnement frustrant de la guérilla (où il est difficile de différencier les civils des combattants et où l'on peut se faire tirer dans le dos à tout moment), et l'attitude permissive des chefs militaires a encouragé cette violence particulièrement aveugle. Ceci souligne la différence fondamentale, observable dans beaucoup de guerres civiles, entre les massacres perpétrés par l'armée qui tendent à ne pas être discriminatoires, et les massacres perpétrés par les rebelles qui tendent à être beaucoup plus sélectifs.

Les armées, qui typiquement manquent d'informations locales, ont souvent tendance à massacrer les populations au hasard et sans discrimination. Ces massacres sont généralement contre-productifs, dans la mesure où ils incitent la population à rejoindre les rebelles pour se protéger eux-mêmes. Avec l'internationalisation des médias, ce type de massacre est également un des principaux vecteurs de publicité défavorable. Les réactions aux massacres perpétrés par les forces de sécurité yougoslaves au Kosovo et par la milice pro-indonésienne au Timor oriental en sont des exemples récents.

Bien que les armées apprennent au cours de la guerre à devenir plus sélectives, les rebelles sont généralement beaucoup plus sélectifs et

efficaces dans leur violence. Dans le cas de l'Argolide, le FNL a tué plus de paysans grecs que les Bataillons de Sécurité et les Allemands, mais peu d'informations ont filtré hors des zones où ces massacres ont été perpétrés. La violence a été pratiquée de manière beaucoup plus "professionnelle", ce qui contraste avec les massacres commis par l'armée.

Les armes utilisées sont variables. Le FNL utilisait plutôt l'arme blanche et tranchait la gorge des victimes. Nous avons tendance à considérer cela comme une manière barbare de tuer, et cela était certainement perçu à l'époque comme dégradant. À mon sens, cette manière de tuer était privilégiée pour des raisons surtout pratiques : les munitions étaient rares et les tueurs du FNL avaient souvent l'expérience de l'abattage d'animaux. En effet, un ancien membre du FNL m'a indiqué lors d'une interview qu'égorger n'était pas douloureux lorsque c'était fait avec adresse ! Pour leur part, les Allemands et leurs collaborateurs ont utilisé des pelotons d'exécution et, dans certains cas, la pendaison. La torture était communément utilisée durant les interrogatoires.

Comme je l'ai souligné, l'acte de tuer n'est que la pointe de l'iceberg. Alors que peu de personnes perpètrent le meurtre en tant que tel, beaucoup plus y sont impliquées, des civils la plupart du temps. De même, les décisions qui rendent les massacres possibles sont prises à un *niveau supérieur* (et antérieurement à la violence), et étouffées après coup. Pour le FNL, par exemple, je suis parvenu à retracer le processus de décision du niveau local au niveau régional, et de ce dernier vers le niveau national.¹⁸

D'autre part, les massacres sont rendus possibles par des décisions prises à un *niveau inférieur*. Par exemple, certaines personnes fournissent les informations menant au meurtre ou aident à la sélection des victimes d'un massacre. Dans le massacre de Limnes et de Gerbesi, par exemple, de nombreuses discussions eurent lieu – entre l'arrestation et l'exécution des victimes – pour savoir qui ferait partie des personnes massacrées. Certaines personnes ont été sauvées car leurs voisins étaient intervenus en leur faveur, alors que d'autres ont été exécutées parce que leurs voisins le réclamaient. Cette dynamique échappe à l'attention des chercheurs, des journalistes et des membres d'organisations humanitaires, qui se fient souvent à une vision irréaliste des civils comme une catégorie monolithique de victimes innocentes.

18. Voir KALYVAS S., *Red Terror : Leftist Violence during the Occupation*, in Mark Mazower, *After the War Was Over : Reconstructing the Family, Nation, and State in Greece, 1943-1960*, Princeton, Princeton University Press, 2000, pp 142-183.

Qui sont les tueurs ?

Dans le cas grec, comme dans la plupart des cas, les tueurs ont le même profil qu'on retrouve partout : jeunes, souvent célibataires, de sexe masculin. C'était le cas des tueurs du FNL, de même que des membres des nombreuses unités de collaborateurs. Les assassins sont souvent des adolescents. Lors du massacre de Gerbesi, un des tueurs était un garçon de 14 ans. Dans les deux cas, quelques tueurs étaient des habitants de la région qui connaissaient leurs victimes. Le garçon de 14 ans, par exemple, était le cousin d'une famille de victimes. Cependant, la plupart des tueurs n'étaient pas de la région. En outre, ils ne se distinguaient pas par leurs engagements idéologiques. Ils étaient plutôt sélectionnés en fonction de leurs aptitudes et parfois de leur profession. Parmi les tueurs du FNL, par exemple, il y avait un boucher ainsi que quelques personnes ayant un passé criminel avant-guerre. Certains étaient des collaborateurs qui, une fois arrêtés par le FNL, ont accepté de devenir des tueurs pour sauver leur vie.

Les motivations

La motivation est un sujet complexe qui nécessite l'introduction d'une double distinction : entre les motivations individuelles et organisationnelles d'une part, et entre les motivations instrumentales et expressives d'autre part. La première distinction est claire. La deuxième fait la différence entre la motivation expressive, c'est-à-dire celle qui trouve sa finalité dans l'exercice de la violence (cruauté, rage, vengeance), et la motivation instrumentale, dans laquelle la violence est utilisée pour réaliser un autre objectif (la soumission par exemple).

Tableau 2 : motivations et niveaux d'analyse

Niveau d'analyse	Type de motivation	
	<i>Expressive</i>	<i>Instrumentale</i>
Individuelle	A	B
Organisationnelle	C	D

Le type de motivation habituellement mis en avant par la plupart des chercheurs est souvent fonction du choix du niveau d'analyse. La motivation expressive est associée aux individus (A), alors que la motivation instrumentale est associée aux organisations (D). En effet, la plupart des

descriptions de motivation individuelle insistent sur les émotions, la passion et les sentiments. Inversement, il est rare de trouver des individus avec des motivations purement instrumentales (D) et des organisations avec des motivations uniquement expressives (C), bien que les tenants d'une vision primordialiste (posant comme acteurs de guerres civiles des groupes ethniques entiers et homogènes tels que les Serbes ou les Tamouls) tendent à "anthropomorphiser" des groupements collectifs.

Une erreur courante consiste à généraliser les différents niveaux d'analyse. Par exemple, un chercheur qui identifie des motivations expressives individuelles dans un acte de violence peut supposer (de manière implicite plus qu'explicite) que les acteurs collectifs agissent également de manière expressive (ou que les acteurs collectifs ne sont pas pertinents). Cependant, c'est un raisonnement fallacieux. Les décisions politiques de recours à la violence (ou de permission de l'utiliser) sont compatibles avec de nombreuses motivations individuelles ; et même souvent avec leurs opposés. La violence instrumentale est souvent mise en œuvre par des sadiques (la combinaison A, D) ; ce qui amène les observateurs peu méticuleux à conclure de façon erronée que les motivations organisationnelles sont aussi expressives (la combinaison A, C). Il est clair que le fait que certains assassins étaient sadiques ne signifie pas que les acteurs collectifs organisent les massacres par sadisme.

En effet, la violence de masse est plus souvent le reflet d'une décision calculée, prise par des acteurs politiques qu'une explosion émotionnelle de troupes incontrôlables : à titre d'exemple la politique nazie de représailles en Europe occupée, a été développée de manière centralisée et minutieuse, bien qu'elle fût parfois mise en œuvre par de jeunes officiers ouvertement sadiques¹⁹. De plus, les motivations individuelles ne peuvent à elles seules entraîner des actes de violence à grande échelle sur une longue période de temps. Les guerres civiles constituent un environnement dans lequel les motivations individuelles sont (sur le long terme) exploitées et dirigées par des acteurs collectifs poursuivant des buts instrumentaux en fonction de contraintes de coût. Mettre en rapport les objectifs des acteurs et des contraintes permanentes, en général plus simples à observer que les motivations individuelles, s'avère un sujet d'étude beaucoup plus sensé. Dans les guerres civiles, la motivation organisationnelle dominante est l'établissement du contrôle sur la population ainsi que la dissuasion de sa défection ; les acteurs politiques veulent que la population

19. MAZOWER M., *Inside Hitler's Greece : The Experience of the Occupation, 1941-1944*, Yale University Press, New Haven and London, 1993.

collabore exclusivement avec eux. Par conséquent, la violence est utilisée pour créer une structure de leviers incitatifs individuels et pour communiquer des messages spécifiques. *Cette stratégie impliquant l'obéissance et la collaboration exclusive distingue la violence des guerres civiles des processus d'extermination (génocide ou nettoyage ethnique)*. Il apparaît que les massacres, moyens extrêmes d'incitation à l'obéissance dans un environnement compétitif – c'est à dire lorsque plus d'un acteur politique est actif – sont intimement liés aux guerres civiles.

Illustrons ce point en revenant sur le cas grec. Le plus grand massacre perpétré par le FNL, dans le village de Chéli en juillet 1944, a été organisé à la fois pour “punir” ce village de sa collaboration avec les Allemands mais aussi pour signifier aux autres villages collaborateurs la nécessité de changer de camp sous peine de subir un châtiment similaire. Mais pourquoi Chéli a-t-il collaboré avec les Allemands dès le début et en quoi consistait sa collaboration ? Pour répondre à ces questions, nous devons revenir en mai 1944, et au massacre de Limnes par les bataillons de sécurité allemands.

Lorsque les Allemands et leurs collaborateurs ont lancé leur opération de nettoyage fin mai 1944, ils ont placé les habitants des villages de la région face au dilemme suivant : ils pouvaient soit rester dans leur village et collaborer avec les Allemands, soit fuir au risque d'être rattrapés et exécutés. Les partisans ont ordonné aux villageois de fuir pour deux raisons. Il était plus simple pour les leaders du FNL de fuir au milieu de centaines de villageois et la fuite rendait les dénonciations et les renseignements sur les partisans plus difficiles. Les villageois ont fui, mais beaucoup ont été rattrapés et exécutés, ce qui a entraîné un sentiment de peur dans les autres villages. Dès lors, lorsque les Allemands sont arrivés à Chéli, un village situé à un passage stratégique dans les montagnes entre l'Argolide et la Corinthie, les villageois avaient décidé de rester dans le village – en particulier parce que près de 30 bergers locaux avaient été tués par les Allemands, uniquement pour avoir fait brouter leurs troupeaux à l'extérieur du village. Ils furent rassemblés sur la place du village où, sous la menace de l'exécution, ils jurèrent allégeance aux allemands. Pour montrer leur engagement et pensant à tort que le FNL avait été défait par les opérations de nettoyage allemandes, ils dénoncèrent les villageois membres du FNL qui furent immédiatement exécutés. Aussitôt après, les villageois reçurent des armes et formèrent une milice locale. En bref, le massacre perpétré par les Allemands à Limnes en mai 1944 nous permet de comprendre comment le village de Chéli (parmi d'autres) a changé de camp et a collaboré avec les Allemands. C'est la peur et non pas

l'idéologie qui explique en grande partie le comportement des paysans de Chéli ; la même dynamique est d'ailleurs présente dans de nombreuses guerres civiles²⁰. Le cas de Chéli montre aussi comment plusieurs massacres d'origine différente peuvent être liés entre eux.

Il est maintenant possible de comprendre pourquoi le FNL choisit Chéli pour son plus important massacre dans la région. Lorsque les partisans commencèrent à retourner dans la région, en juillet 1944, les Allemands préparaient leur départ de Grèce. Le pouvoir basculait. Le FNL avait besoin d'une action spectaculaire pour inciter les autres villages collaborateurs à changer de camp, et Chéli fut choisi précisément dans ce but : en faire un exemple. Dans la nuit du 29 juillet, le FNL attaqua et prit le village après une bataille éclair. Beaucoup de maisons furent brûlées, la population fut rassemblée dans l'école ; après quelques meurtres, une sélection fut effectuée ; comme le prêtre qui, en tant qu'autorité du village, avait mis en œuvre la collaboration avec les Allemands, avait réussi à s'enfuir, les partisans prirent sa fille à sa place. Finalement 88 personnes, en majorité des hommes, mais aussi des femmes et quelques enfants, furent transportées poings liés vers un village des environs (près de l'ancien théâtre d'Épidaure), pour y être égorgées quelques jours plus tard. Leurs corps furent ensuite jetés dans un puits. La même logique caractérise les massacres moins importants (Gerbesi, Limnes), où ce sont des familles paysannes plutôt qu'un village entier qui ont été punies.

Le fait que les massacres soient instrumentalisés ne signifie pas que les motifs individuels ne s'y retrouvent pas. Mes recherches suggèrent que le sentiment de vengeance est très présent dans les motivations de tous les acteurs impliqués : tueurs, informateurs, élites locales. Par exemple, le discours du FNL lors des massacres de Gerbesi et de Limnes portait sur le thème de la vengeance. Cependant la décision de tuer a été prise de manière froide et non-émotionnelle. Les massacres, d'importance moindre, de Gerbesi et de Limnes impliquaient des familles entières accusées de collaboration. Il s'est avéré que la plupart de ces accusations étaient fausses. En outre, certaines victimes avaient des proches qui avaient été tués lors du précédent massacre par les Allemands et les Bataillons de Sécurité. En fait, la sélection des victimes était fortement influencée par des querelles locales et la mise en œuvre était plus spectaculaire : un "*procès public*" à Limnes où les victimes confessaient leur trahison, et une exhibition à Gerbesi où les victimes étaient promenées à travers la ville

20. HAMOUMOU M., *Et ils sont devenus Harkis*, Fayard, Paris, 1993.

sous les railleries des villageois. L'argument de René Girard à propos du bouc émissaire est probablement pertinent.

Dans le cas des allemands et des Bataillons de Sécurité, la plupart des meurtres ont été réalisés d'une manière totalement froide et détachée. Les victimes (hommes, femmes et quelques enfants) étaient simplement abattus séance tenante. Nous pouvons supposer que les motivations individuelles sont affectées par un processus de déshumanisation : les paysans étaient considérés comme des partisans (et classifiés comme tels ; les rapports font référence au nombre de "*communistes*" tués). Les mécanismes émotionnels ne jouent ici aucun rôle : peu d'allemands ont été tués par les partisans dans cette région (bien que davantage d'allemands le furent dans les régions adjacentes). Pourtant, certains membres des Bataillons de Sécurité eurent des proches tués par le FNL lors d'affrontements précédents. Comme les villages de Limnes et de Gerbesi avaient la réputation d'être des bastions du FNL, le massacre des habitants (sans se soucier de savoir s'ils étaient communistes, alors qu'en réalité la majorité ne l'était pas) aurait pu être perçu par les membres des Bataillons de Sécurité comme un moyen de se venger.

Les victimes des massacres sont souvent dépeintes comme des ennemis : des traîtres, des collaborateurs. La propagande a précédé et suivi le massacre, tout en prenant les formes les plus diverses. Les massacres importants (comme celui de Chéli) eurent lieu loin des regards et la propagande fit vaguement référence à la "*punition des traîtres*" sans trop s'étendre sur les chiffres et les méthodes. Au-delà de la propagande, le message que les acteurs politiques voulaient faire passer était assez simple : la collaboration avec l'ennemi pouvait coûter très cher.

Comme ces cas le montrent, les massacres ne sont pas des actes aléatoires de violence gratuite comme on le suppose souvent. Ils visent des communautés particulières, des familles et des individus. Les Allemands visaient une zone qu'ils savaient occupée par les partisans. De leur côté, les partisans visaient les villages qui collaboraient avec les Allemands et leurs partisans.

Comme la plupart des violences, les massacres sont des épées à double tranchant. Ils peuvent entraîner l'obéissance ou être contre-productifs, c'est-à-dire produire le contraire de l'effet désiré. Les massacres aveugles sont souvent contre-productifs, spécialement si le rapport des forces penche trop d'un côté. Cependant, lorsqu'un camp gagne (ou paraît gagner), les massacres aveugles peuvent être utiles pour ceux qui les perpétuent. Comme je l'ai montré, le massacre de mai 1944, bien que

mené aveuglément, a amené certains villages à collaborer avec les Allemands. De même, les massacres perpétrés par le FNL, qui étaient plus sélectifs, ont produit les effets attendus. Cependant lorsque le rapport des forces change, les massacres peuvent tourner en la défaveur de leurs auteurs en générant un vif sentiment de revanche. Par exemple, après la défaite du FNL à la bataille d'Athènes en décembre 1944, les familles des victimes s'en sont prises aux sympathisants du FNL. Les effets d'un massacre sont durables. Le village de Chéli continue d'être un bastion de la droite, alors que celui de Gerbesi reste un village "rouge" (tandis qu'avant la guerre, les deux villages étaient politiquement identiques).

Ces massacres ne sont pas des faits qui se limitent à la guerre civile durant la période de l'occupation. Immédiatement après la libération de la Grèce, la violence continua, visant d'abord les membres et les sympathisants du FNL, et après 1946, redevenant de nouveau bilatérale. Des organisations paramilitaires commirent un grand nombre de meurtres entre 1945 et 1947, dont beaucoup de massacres dont on connaît encore peu de choses. Par exemple, le 9 octobre 1946 un groupe paramilitaire de droite massacra 28 hommes et femmes âgés de 16 à 75 ans, dans le village de Vamvakoù, dans le sud du Péloponnèse. Ce massacre fut commis en représailles à l'exécution de 6 paramilitaires qui étaient aux mains de la guérilla communiste. Le 25 novembre 1946 des guérilleros communistes attaquèrent le village de Mandalo, situé en Macédoine et massacrèrent 24 personnes dont 13 enfants dont le plus jeune avait 3 ans. Je suis persuadé qu'une recherche historique systématique mettrait en lumière un très grand nombre de massacres, la plupart toujours inconnus au-delà des limites des villages où ils ont été commis.

Paradoxalement, un facteur réduisant l'occurrence des massacres dans la dernière phase de la Guerre Civile n'était pas intentionnel. Dans le contexte d'un vaste programme de déplacement forcé visant à priver les rebelles de leur base populaire, le gouvernement vida littéralement les campagnes de leurs habitants. Le résultat de cet énorme mouvement de population fut qu'un nombre bien moindre de civils purent devenir des victimes !

Conclusion

L'histoire de l'après-guerre en Grèce, pour la gauche comme pour la droite (ainsi que l'évolution de l'historiographie de la guerre civile), est largement caractérisée par un déni de la violence commise par les deux camps (et par une vision tronquée de la violence de l'opposant). Avant 1974,

l'historiographie était dominée par la droite. Elle est maintenant dominée par la gauche. De ce fait, l'accent est actuellement mis sur la victimisation de la gauche. Les crimes commis par la gauche sont systématiquement minimisés, voire ignorés. En ce sens, l'expérience grecque est identique à celle d'autres pays qui ont vécu une guerre civile.

Comme je l'ai souligné, des sanctions ont été appliquées après la guerre, mais elles étaient très sélectives : elles visaient uniquement les perdants, la gauche dans le cas présent. En d'autres termes, la justice était devenue une arme sélective aux mains des vainqueurs. Dans le cas de l'Argolide, la justice poursuit principalement les tueurs (qui furent fusillés en 1949), mais pas le principal responsable des massacres commis par le FNL : le commissaire communiste pour les départements de l'Argolide et de Corinthe, un personnage mystérieux au nom de Théodore Zengos, qui s'enfuit en Europe de l'Est et qui a depuis lors disparu. La plupart de ceux qui furent poursuivis et jugés étaient de simples combattants, partisans ou des sympathisants, n'ayant souvent aucun lien avec les massacres et les meurtres, et qui n'étaient parfois même pas communistes : la plupart avaient rejoint la résistance par patriotisme. Un tribunal spécial pour les cas de collaboration mena à peu près 200 procès (sur 700 affaires enregistrées) et acquitta pratiquement tous les accusés. Les officiers qui avaient dirigé les Bataillons de Sécurité ont mené de brillantes carrières dans l'armée grecque. L'après-guerre en Grèce était une période où l'anticommunisme était récompensé et le communisme puni, ce qui a mené à une situation absurde où la plupart des collaborateurs étaient acquittés ou même récompensés (parfois en tant que résistants !), et la plupart des résistants étaient punis ou persécutés en tant que communistes, quel que fut leur action durant la guerre. De même, la persécution de la gauche a continué après la fin de la guerre civile en 1949, bien que les exécutions aient cessé.

En conclusion je voudrais insister sur trois aspects méthodologiques essentiels : premièrement, les massacres ne devraient pas être isolés des autres formes de violence ; deuxièmement, les massacres devraient être étudiés dans leur contexte propre et placés dans la séquence d'événements, violents ou non-violents, à laquelle ils appartiennent ; enfin, notre compréhension des massacres, et de la violence dans les guerres civiles en général, viendra uniquement d'une recherche qui soit systématique et complète sur le plan empirique et informée sur le plan théorique.